

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE

T/COM.7/L.13
20 août 1953

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DES PARTICIPANTS A UNE REUNION PRIVEE DE MEMBRES
DE LA JUVENTO CONCERNANT LE TOGO SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F
du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

MOTION ADOPTÉE PAR LES PARTICIPANTS A LA REUNION
PRIVEE DE MEMBRES DE LA JUVENTO EN DATE DU 6.8.53

Conformément à l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de
l'homme qui stipule que nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou
traitements cruels, inhumains ou dégradants,

Conformément à l'article 9 de la même Déclaration qui souligne que nul ne
peut être arbitrairement arrêté, détenu ni exilé,

Conformément aux articles II et 20 de la même Déclaration,

Conformément à l'arrêté du 30 juin 1881, article premier modifié par la
Loi du 28 mars 1907, article premier rendu applicable au territoire du Togo
par le décret du 16 avril 1946,

Conformément au 3ème Préambule de la résolution de l'Organisation des
Nations Unies en date du 20 décembre 1952,

Conformément aux lettres Nos 73 et 74 adressées à l'Administrateur-Maire
de la ville de Palimé,

Conformément au dernier paragraphe de la lettre No 75 de la Juvento en
date du 5 août 1953,

Nous, membres actifs de la Juvento participant à la réunion de membres de
ladite association légalement constituée et publiée dans le Journal Officiel
du Togo en date du 16 octobre 1951,

- a) Protestons énergiquement contre l'attitude de la force publique tendant à créer un état d'insécurité dans le Cercle;
- b) Protestons avec véhémence contre l'arrestation illégale de notre Secrétaire régional, M. Louis ADELE, au cours de la réunion privée de membres de notre Parti;
- c) Demandons avec insistance la libération immédiate de l'inculpé;
- d) Prions l'Administrateur-Maire dorénavant de ne pas faire participer la force publique aux réunions privées de la Juvento;
- e) Avisons en outre l'Administrateur-Maire de prendre les mesures légales pour assurer l'ordre public durant la réunion du 9 août 1953.

Fait à Palimé le six août,
l'an Mil neuf cent cinquante trois

Signé par le Chairman de la réunion
(signé) : P. Hagbonon

P. HAGBONON

Ampliations

- 1/ 1 copie Commandant de cercle
- 2/ 1 copie Procureur de la République
au Togo
- 3/ 1 copie Ministre de la F.O.M.
- 4/ " Organisation des Nations Unies
- 5/ " Bureau National Juvento Lomé
- 6/ Archives